

PACJA et la justice climatique : Quels enjeux pour l'Afrique ?

Le changement climatique constitue l'un des défis les plus pressants de notre époque, affectant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. L'Afrique, qui n'est responsable que d'environ 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, est particulièrement vulnérable et sévèrement touchée par les effets du changement climatique, tandis que les États les plus pollués peinent à honorer leurs engagements de réduire les émissions et de financer l'adaptation des pays en développement.



Des jeunes donnent de la voix

Dès lors, des mouvements se créent et des voix s'élèvent pour appeler à la justice climatique, s'assurant que les politiques

climatiques prennent en compte les besoins des communautés les plus affectées, tout en garantissant une transition équitable et durable vers des économies résilientes et à faibles émissions.

Changement climatique : les fondements d'une justice climatique pour l'Afrique

L'Afrique, bien que responsable d'une infime fraction des émissions mondiales de gaz à effet de serre, subit de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique, avec des effets dévastateurs sur les écosystèmes, les ressources en eau et l'agriculture, pilier de nombreuses économies locales. « Nous exigeons la justice climatique, car ce sont toujours les plus pauvres qui souffrent le plus », déclarait Lerato Margèle, activiste sud-africaine et responsable de EARTH LIFE AFRICA, au micro de France 24.

Le PNUD soutient que les impacts de la crise climatique sont plus graves pour les populations vulnérables qui ont des moyens limités pour s'adapter aux impacts du changement climatique. L'organe onusien précise qu'entre 2010 et 2020, la mortalité humaine due aux inondations, aux sécheresses et aux ouragans était 15 fois plus élevée dans les régions très vulnérables par rapport aux régions peu vulnérables. Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, a signalé que le changement climatique se fait sentir ici et maintenant sur la santé des Africains dans la Corne de l'Afrique, précisant que l'échec de quatre saisons des pluies consécutives a desséché la terre et poussé les populations à quitter leurs maisons en quête de nourriture et d'eau. « Il y a au quotidien en Afrique des familles qui se déplacent, des familles qui souffrent de la famine, des conflits qui émanent des luttes pour les ressources, qui deviennent de plus en plus rares », a déploré Augustine Njamnshi, Président des affaires techniques et politiques de l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA), lors de la COP 23 en 2017 à Bonn, en Allemagne.



Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA

Lors d'un atelier préparatoire de la COP 28, le Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA, a déclaré que la COP se déroule sur fond de graves préoccupations. « Alors que j'arrivais, 70 personnes sont mortes et des milliers ont été déplacées au Kenya à cause des inondations », a-t-il déploré. L'Afrique subsaharienne, qui regroupe plus de 80 % des pays du continent, majoritairement pauvres, est sévèrement impactée par les effets du changement climatique. « L'Afrique subsaharienne est exposée à une gamme de risques climatiques graves qui pourraient avoir de profondes répercussions sur l'avenir des sociétés », a déclaré le Réseau Climat & Développement, une organisation francophone regroupant 60 ONG de terrain et de plaidoyer dans plusieurs pays d'Afrique et en France.

Dans une interview accordée à Mariama Diallo par Open Society Foundations en 2019, la militante sénégalaise pour la justice climatique souligne qu'au Sénégal, où l'économie est largement tributaire de l'environnement, le changement climatique finit par exacerber la pauvreté, renforce les inégalités en favorisant les conflits patrimoniaux, l'exode rural et

l'immigration clandestine. « J'ai décidé de m'impliquer parce que je crois que le changement climatique met en danger le développement économique et humain de l'Afrique. Et également parce que je crains que si les pays africains ne participent pas à l'élaboration des politiques mondiales de lutte contre le changement climatique, ils risquent de devenir des "outsiders", ceux qui ne contrôlent pas vraiment leur propre économie, ni même l'accès de leurs propres populations à la nourriture », a-t-elle justifié.

Selon l'OIF, les pays francophones d'Afrique sont victimes d'une double injustice au sein des instances de négociation climatique. D'une part, explique l'Organisation Internationale de la Francophonie, ils se trouvent sur le continent le plus vulnérable au changement climatique, qui contribue pourtant le plus faiblement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit moins de 4 %. D'autre part, ajoute-t-elle, ces pays essentiellement situés dans les régions du Sahel sont confrontés à une barrière linguistique dans leurs processus nationaux de mobilisation de la finance climatique. Autant de défis qui fondent les actions de lutte contre le changement climatique à travers le continent et qui exigent de la part des gouvernements et surtout des organisations de la société civile africaine dont PACJA, à œuvrer pour une justice climatique en Afrique.

Engagement en faveur de la justice climatique pour l'Afrique : PACJA, un modèle inspirant

Fondé en 2008, PACJA est une coalition continentale d'organisations de la société civile africaine, réunie dans le but commun de promouvoir et de défendre un développement respectueux du climat et équitable. Conformément à sa vision, PACJA mobilise et responsabilise la société civile africaine, afin de garantir la mise en place d'une justice environnementale et climatique pour tous les peuples d'Afrique. En témoignent les nombreux ateliers d'échanges et de formations des jeunes sur les enjeux de la justice

climatique organisés à travers le continent. En 2023, par exemple, de nombreux jeunes activistes climat ont vu leurs capacités renforcées lors de l'université d'été de Nairobi, organisée par PACJA en collaboration avec l'université Kenyatta du Kenya.



Des participants à l'université d'été organisée par PACJA

Photo : AgriDigitale

« Cette école d'été est conçue pour offrir une opportunité aux étudiants activistes universitaires, à la jeune génération de défenseurs de la justice climatique ainsi qu'aux praticiens du Sud et du Nord », a déclaré Fidèle Niyigaba, Chargé de communication et de la gestion des connaissances du PACJA. Lors d'un atelier préparatoire de la COP 28, les membres issus des organisations de la société civile africaine regroupées sous le PACJA se sont réunis à Dubaï pour évaluer les défis et les progrès réalisés depuis la précédente COP 27. Cet atelier a permis de valider la position commune de la COP 28 pour l'Afrique et d'appeler les parties à transcender leurs engagements et à tenir la promesse sur les actions nécessaires pour faire face à la crise climatique. S'exprimant lors de la séance d'ouverture, le Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA, a rappelé que la COP 28 se déroule dans un contexte d'impact sans précédent de changement climatique qui affecte les communautés des pays en développement, notamment en Afrique. « Lorsque nous nous demandons où se trouve l'argent

important engagé et déclaré dans les COP, et qui n'est jamais vu par les petites agricultrices, les éleveurs et les populations autochtones de nos pays et communautés, cela nous donne une réponse : cet argent reste dans les papiers ; et rien n'indique que nous y parviendrons un jour à moins de repenser ce processus multilatéral », a déclaré le Dr Mithika Mwenda.

Dans son communiqué de presse appelant à une action audacieuse lors de la COP 28, et alors que des inquiétudes s'exprimaient sur la crédibilité de la conférence, PACJA a appelé à une augmentation significative du financement climatique en Afrique, mettant l'accent sur l'adaptation. « Nous insistons sur la nécessité de créer un organisme plus neutre et responsable, proche des communautés confrontées aux aléas des catastrophes déclenchées par le climat, pour superviser le Fonds des pertes et dommages, garantissant ainsi une compensation juste et équitable aux nations touchées », a martelé l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique.

Dans les combats pour obtenir la justice climatique, l'association CARE fait observer que les États sont loin de respecter leurs promesses climatiques, citant l'exemple de la France, déjà condamnée deux fois par la justice pour inaction en novembre 2020 et octobre 2021. Mais PACJA se dit déterminée à favoriser une réponse mondiale juste et équitable à la crise climatique, et avait appelé toutes les parties à la COP 28 à donner la priorité aux besoins des personnes vulnérables, non seulement en Afrique mais dans le monde, à démontrer un véritable engagement en faveur de la justice climatique et à travailler en collaboration pour garantir un avenir durable pour tous.

Par ailleurs, l'engagement de PACJA est une source de motivation pour de nombreux jeunes et organisations de la société civile africaine, qui ne cessent de multiplier les initiatives pour mobiliser les jeunes et faire entendre leur voix et celle de leurs communautés. Au Bénin, par exemple, des

organisations comme l'ONG Save Our Planet, à travers sa Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité, mobilisent des jeunes et des femmes ainsi que des dirigeants politiques pour débattre des impacts du changement climatique et plaider pour la prise en compte des besoins d'adaptation des communautés vulnérables dans les politiques de développement.

Pour le PNUD, la voix des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des groupes marginalisés fait partie intégrante de l'avenir de notre planète, et il est essentiel qu'ils aient accès à des plateformes où ils peuvent participer aux prises de décisions et à la mise en œuvre de politiques et de plans. Pour amplifier la voix des femmes au Burkina Faso, l'ONG « Voix de femmes » a convié en décembre 2023 les journalistes et communicateurs à un déjeuner de presse dont l'objectif était d'inciter les hommes de médias à la diffusion des récits africains sur la justice climatique, collectés par l'ONG « Voix de femmes » dans le cadre du projet African Activists for Climate Justice.

Ces récits projetés aux hommes de médias abordent, selon Info Nature qui a relayé l'information, des problèmes de tarissement des cours d'eau, l'ensablement, les vents violents, les pluies diluviennes, les faibles rendements agricoles et l'accaparement des terres agricoles. « Aujourd'hui, il est temps d'écouter l'Afrique et d'adopter les solutions qui viennent des Africains », a lancé Djiby Niang, Directeur exécutif de l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement Sénégal, au micro de Média 1 TV. Aussi des marches pour la justice climatique sont-elles organisées par les sections de PACJA dans de nombreux pays africains, où les jeunes ne manquent pas de donner de la voix, pour appeler les gouvernements, les entreprises et la communauté internationale à prendre leurs responsabilités face à la crise et à l'injustice climatique que subit l'Afrique.



*Marche des jeunes pour la justice climatique /PACJA-Togo
Photo : AgriDigitale*

Selon l'association CARE, les entreprises doivent changer radicalement leurs modes de production pour protéger les ressources naturelles et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. « Nous appelons les pays développés qui promettent des fonds climat dans le souci de réduire les impacts sur les populations de tenir leur promesse », a lancé Abourazakou Memen, Coordonnateur national PACJA-Togo. À en croire le PNUD, les voix et les demandes des communautés et des groupes vulnérables sont de plus en plus prises en compte à l'agenda international. « Depuis fin 2021, plus de 12 pays et l'Union européenne se sont engagés à apporter un appui financier aux pays du Sud les plus durement touchés », s'en réjouit l'association CARE.

Ainsi, la lutte pour la justice climatique en Afrique prend une dimension importante surtout avec l'engagement de PACJA. Face aux vulnérabilités exacerbées par le changement climatique, les enjeux pour l'Afrique sont multiples et urgents, appelant à garantir une réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en assurant un développement économique équitable et durable, et à renforcer la résilience des communautés les plus touchées par les effets du changement climatique.

PACJA joue un rôle crucial en plaidant pour des politiques inclusives et justes, en promouvant des actions locales et en amplifiant la voix des communautés africaines dans les négociations internationales. La jeunesse africaine et les organisations de jeunes jouent également un rôle majeur dans la lutte contre l'injustice climatique en Afrique. La réalisation de la justice climatique nécessite une intensification et une harmonisation des efforts locaux, nationaux et internationaux pour créer un avenir durable et équitable pour tous.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

L'ASCINB ET LES MEDIAS : LE MARIAGE PARFAIT POUR L'INTENSIFICATION DE LA NUTRITION AU BENIN

Après son lancement officiel, le dimanche 15 octobre 2023, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (CaNPIN), enregistre déjà une forte adhésion des médias à travers une mobilisation significative.

Des hommes et femmes des médias venus des quatre coins du Bénin et réunis en atelier à Grand-Popo les 17 et 18 octobre 2023, sur l'initiative de l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE.



Les Hommes des médias

L'objectif de cet atelier était de sensibiliser et de mobiliser les médias en faveur de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin. Au cours de ces deux jours, les participants ont été familiarisés avec les notions de base du plaidoyer et ses différentes étapes, la campagne et son déroulement. L'atelier a été un cadre pour les acteurs des médias qui ont collaboré et défini des actions concrètes à entreprendre dans le cadre de cette campagne pour la nutrition au Bénin.

L'un des points forts de l'atelier a été l'engagement des médias à soutenir activement l'ASCINB à travers son projet CASCADE pour garantir le succès de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin. Pour le Président de l'ASCINB, Aurélien ATIDEGLA, il est essentiel que cette campagne atteigne toutes les régions du pays, avec une attention particulière portée à la sensibilisation des jeunes filles en âge de procréer et les enfants.

C'est pourquoi, ajoute-il, les médias doivent jouer un rôle essentiel dans la diffusion de l'information, en organisant des interviews et des débats sur des questions liées à la nutrition.

Au nom du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), Antoinette SAGBO a chaleureusement salué l'ASCINB pour son initiative. Elle a souligné que l'atelier a le mérite de renforcer les compétences des journalistes sur un sujet de grande importance comme la nutrition.

En ce qui concerne le projet CASCADE, il est mis en œuvre au Bénin dans 20 commune et vise à renforcer l'efficacité des politiques nationales de nutrition existantes, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et de contribuer à la réduction de la malnutrition. Il mérite d'être mentionné que ce projet est financé par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

La mobilisation des acteurs étant une étape cruciale dans la lutte contre la malnutrition et l'amélioration de la santé nutritionnelle, l'ASCINB et les médias font donc le mariage parfait pour réussir cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

**Coup d'envoi officiel de la
Campagne nationale de**

Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin

Placée sous le sceau de la Journée Internationale des Femmes Rurales, célébrée sous le thème « Les femmes rurales cultivent la bonne nourriture pour toutes et tous, » la conférence de presse consacrée au lancement officiel de la campagne nationale de plaidoyer pour l'intensification de la nutrition a eu lieu ce Dimanche 15 octobre 2023 à Cotonou.

Cette initiative portée par l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE, visant à sensibiliser les autorités et l'opinion publique nationale et internationale sur les défis liés à la nutrition, en particulier dans les zones rurales du Bénin. Cette campagne a pour objectif principal d'influencer les politiques et stratégies actuelles et celles qui seront adoptées dans le futur afin qu'elles créent un environnement favorable pour l'atteinte des objectifs stratégiques de CASCADE.



Lancement officiel de la CaNPIN

Dans son message de lancement officiel, Aurélien ATIDEGLA, Président du Conseil d'Administration de l'ASCINB a déclaré que la campagne se veut une occasion unique de mettre en lumière le rôle essentiel des femmes rurales dans la nutrition et le développement durable. Et pour cela, explique-t-il, cette Journée Internationale des Femmes Rurales offre une plateforme exceptionnelle pour sensibiliser sur les défis auxquels sont confrontées les femmes rurales et pour plaider en faveur de politiques et programmes adaptés. Il convient de noter que l'ASCINB collabore activement avec Care International Benin Togo et Gain pour la mise en œuvre du projet CASCADE. Ce projet a pour objectif de renforcer l'efficacité des politiques nationales de nutrition existantes en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la contribution à la réduction de la malnutrition des femmes en âge de procréer et des enfants.

Son gestionnaire, Gisèle DENOÛ SABOU a au cours de la conférence de presse souligné l'importance de la synergie

d'action entre les parties prenantes au plan local et l'implication du collectif des consommateurs dans la réalisation des objectifs du projet CASCADE au profit des femmes et des enfants.

De plus, selon Pascal DJOHOSSOU, Trésorier Général de l'ASCINB, au cours de cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition, des bonnes pratiques en matière de nutrition seront mises à la disposition des populations et diffusées. Ce plaidoyer tiendra compte à l'en croire de tous les enjeux actuels liés à la nutrition à savoir l'adaptation au changement climatique, l'entreprenariat et bien d'autres.

En ce qui concerne la contribution des médias, Mesmin DJEDJI, RMM/ ASCINB a pris l'engagement à travers l'ASCINB de mettre à la disposition des médias des contacts de personnes ressources déjà disponibles pour renforcer la production de riches contenus liée à la nutrition tout au long de la campagne.

La campagne, lancée ce 15 octobre 2023, s'étendra jusqu'à décembre 2026 rappelle Calixta D'Almeida, Secrétaire Générale de l'ASCINB, exprimant le souhait que les médias et les autres acteurs puissent continuer à jouer un rôle essentiel tout au long de cette période et au-delà pour atteindre les objectifs fixés.

Parlant des autres acteurs, le secteur privé préoccupe Aubierge FLENON, représentante du partenaire GAIN à cette rencontre. Elle a mis l'accent sur le rôle du secteur privé dans la production et la transformation des produits alimentaires pour les consommateurs et a souligné l'importance de garantir que le secteur privé soit adéquatement pris en compte dans les politiques de nutrition au Bénin.



A noter que plusieurs activités sont prévues cette semaine, notamment la participation de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) à la Journée Mondiale de l'Alimentation ce 16 octobre 2023 à Savalou, ainsi qu'un atelier de sensibilisation et de mobilisation des médias pour une meilleure appropriation de la campagne par les médias et acteurs alliés.

Encore faut-il rappeler que le lancement de la campagne a été rendu possible grâce à la précieuse collaboration du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), de la Fédération Nationale des Femmes Agricultrices du Bénin (FENAFAB) et de la FERCAB.

Cette campagne marque le début d'une série d'activités de sensibilisation et de plaidoyers de l'ASCINB à travers le projet CASCADE, soutenu par Care International Benin Togo, le Royaume des Pays-Bas, Gain, et le gouvernement du Bénin, en faveur de la nutrition au Bénin. Elle démontre l'engagement résolu de l'ASCINB à créer un environnement favorable à la nutrition et au bien-être des femmes et des enfants dans les zones rurales du pays.

Megan Valère SOSSOU